Egalité des genres et développement économique

L'autonomisation économique des femmes : un instrument clé pour le développement

Résumé :

- L'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes figurent dans les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD 3) et sont considérées comme un levier clé pour atteindre les sept autres objectifs.
- En 2012, le Rapport de la Banque Mondiale a repris la définition du développement à travers la perspective de genres pour recentrer le débat sur la place des femmes dans l'économie mondiale.
- Aujourd'hui encore les femmes sont les premières victimes de la pauvreté et leur potentiel est sous-utilisé par rapport à celui des hommes.
- En 2012 70% des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour sont des femmes et des filles[1]. Le travail des femmes représentent 58% de la totalité du travail non rémunéré.
- Selon l'étude de Booz & Company (2012), une augmentation du taux d'emploi des femmes au niveau de celui des hommes aurait un impact positif direct sur le PIB de nombreux pays.

Mots clés : autonomisation économique, pouvoir d'agence, femmes, égalité du genre, développement économique, égalité, pauvreté, potentiel, capabilities, taux d'emploi, Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD 3), Third Billion Index, Amartya Sen.

[1] En 2012 1,2 milliards de personnes vivaient avec moins de 1 dollar par jour.

Au mois de janvier 2014, BSI Economics abordait la thématique du travail des femmes et de leur rôle comme source de développement dans l'article d'Axelle Fofana « Les politiques de développement du travail des femmes, sources de développement ». Nous revenons à nouveau sur la question à travers l'approche plus spécifique de *l'autonomisation économique* des femmes.

Aujourd'hui l'égalité des sexes figure au cœur de la question du développement. Dans l'approche des « capabilities » mise en avant par Amartya Sen Prix Nobel d'Economie (1998), le développement est défini comme « l'égale liberté dont dispose une personne pour choisir entre des modes de vie possible ». En 2012, le Rapport de la Banque Mondiale « Egalité des Genres et Développement » a repris la définition du Prix Nobel à travers la perspective des genres. Le développement est ainsi caractérisé comme «un processus à travers lequel les libertés des hommes et des femmes sont élargies de façon égalitaire ». Par « genre » on se réfère à l'ensemble des attributs sociaux, comportementaux et culturels ainsi qu'aux normes et aux attentes associées au fait d'être un homme ou une femme.[2] L'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes figurent dans les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD 3) et sont considérées comme un levier clé pour atteindre les sept autres objectifs. L'autonomisation économique des femmes est reconnue comme un droit fondamental.

Pourtant des études récentes montrent que les femmes constituent une source puissante de développement. Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2011), si on donnait aux exploitations agricoles dirigées par des femmes un accès égal aux ressources (semences et engrais) le nombre de personnes en situation de faim chronique diminuerait de 100 millions au niveau mondial. Sur la même lignée, l'étude de Booz & Company (2012) a mis en évidence qu'une augmentation du taux d'emploi des femmes au niveau de celui des hommes aurait un impact positif direct sur le PIB de nombreux pays où les discriminations hommes/femmes sont les plus importantes. Ainsi, le PIB de l'Egypte augmenterait de 34%, des Emirats Arabes de 12%, de l'Afrique du Sud de 10% et du Japon de 9%.[3]

Rappel sur les notions de *genre* et d'*autonomisation économique* des femmes

La notion de genre renvoie à trois principales dimensions : l'accumulation des dotations (éducation, santé et biens physiques) ; l'utilisation de ces ressources afin de créer des opportunités économiques qui génèrent des revenus ; l'impact de ces actions sur le bien-être des individus et des ménages. Toutes les contraintes affectant l'un ou l'autre de ces aspects se traduit par une réduction du bien être.

L'autonomisation économique est définie comme un processus constitué de deux volets principaux : les ressources et les possibilités. Les ressources de production sont les dotations dont les femmes ont besoin pour évoluer économiquement. Celles-ci comprennent les ressources financières (revenu,

[2] Définition issue du Rapport de la Banque Mondiale 2012
[3] Ces estimations prennent en compte les pertes liées à la productivité du travail engendrées par l'arrivée de nouveaux travailleurs sur le marché du travail.

épargne, crédit), les actifs corporels (terres, logements, technologies) et incorporels (compétences, savoir-faire technique et reconnaissance sociale). Néanmoins, le fait de disposer de ces ressources n'implique pas pour autant que les femmes bénéficient d'une autonomie économique. Elles doivent être à même de décider de l'allocation de ces actifs et de les utiliser lorsqu'elles entreprennent des activités économiques rentables. Or dans la plupart des pays, les femmes ont un accès limité aux ressources et à leur contrôle par rapport aux hommes.

L'autonomisation économique des femmes relève d'une approche holistique qui intègre différentes facettes : la culture et les traditions qui façonnent les rôles qu'on attribue aux femmes et aux hommes ; la santé car les femmes[4] souffrent de manière disproportionnée des déficiences des services de santé publique. Les femmes étant surreprésentées parmi les personnes les plus pauvres au monde. Dans le secteur informel, elles sont particulièrement vulnérables à la maladie et sont peu susceptibles de pouvoir se permettre des traitements de santé privés. La capacité des femmes à allouer les ressources nécessaires à leur réussite économique et leur inclusion dans le processus décisionnel de leurs familles, de leurs communautés et de leurs gouvernements, impactent directement l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'autonomisation économique renvoie donc au « **pouvoir d'agence** » des femmes, défini comme leur capacité à prendre des décisions et être en mesure d'agir en fonction de celles-ci. Aujourd'hui encore les femmes sont les premières victimes de la pauvreté et leur potentiel est sous-utilisé par rapport à celui des hommes. D'après les chiffres d'ONU Femmes, en 2012 70% des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour sont des femmes et des filles. Elles représentent 58% de la totalité du travail non rémunéré[5]. Dans les pays en développement (PED) d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, elles travaillent habituellement de 12h à 13h de plus que les hommes par semaine[6]. Les femmes constituent 43% de la main d'œuvre agricole mondiale pourtant elles possèdent trois fois moins de terres[7]. La proportion de femmes ayant un travail rémunéré dans le secteur non agricole représente moins de 20% dans les pays du Moyen Orient, de l'Afrique du Nord et d'Asie du Sud, et moins de 35% dans les pays d'Afrique Sub-saharienne[8]. Jusqu'à 45% des femmes les plus pauvres n'ont aucun droit de parole dans les décisions relatives à la gestion de leurs propres revenus[9].

L'autonomisation économique des femmes est considérée comme un instrument essentiel pour promouvoir la croissance économique et le développement.

[4] Le terme femmes englobe les femmes de plus de 18 ans et celles de moins de 18 ans dans la suite de l'article.
[5] Le travail non rémunéré renvoi à toutes les activités productives réalisé par les individus en dehors du marché du travail formel.
[6] Banque Mondiale, 2012.
[7] IFAD, 2012 et FAO, 2011.
[8] Banque Mondiale, 2013 ;
[9] IFAD, 2012.

1. Etat des lieux

1.1. Des progrès importants réalisés en faveur des femmes ces 25 dernières années

Ce sont sur ces 25 dernières années que les progrès en matière d'égalité des sexes ont été les plus importants.

Tout d'abord, les disparités dans l'éducation primaire se sont considérablement réduites au niveau mondial. Mais l'évolution la plus marquante concerne l'éducation secondaire. On observe une tendance inverse dans les écarts de taux de scolarisation secondaire, en particulier en Amérique Latine et aux Caraïbes et en Asie de l'Est, où le nombre de filles surpasse désormais celui des garçons. D'après le rapport de la Banque Mondiale (2012), dans 45 pays en développement les filles sont relativement plus nombreuses que les garçons dans les écoles du secondaire. Cette tendance s'observe également au niveau des universités dans 60 pays.

Le taux d'espérance de vie des femmes dans les pays à faibles revenus a nettement augmenté. Ainsi entre 1960 et 2012, celui- ci a augmenté en moyenne de 20 ans par rapport à celui des hommes.

Environ un demi-million de femmes ont rejoint le marché du travail ces 30 dernières années. Cette augmentation est liée principalement à la hausse de la participation du travail rémunéré des femmes dans les PED. En 2012, les femmes constituent 40% de la main d'œuvre mondiale.

1.2. D'autres disparités importantes persistent

La surmortalité des hommes au niveau mondial en 2008 était estimée à 1 million comparé à 6 millions pour les femmes.[10] Dans les pays à faibles et moyens revenus, on estime les décès des femmes au nombre de 3.9 millions parmi lesquels 2/5 avant la naissance, 1/6ème pendant la petite enfance et 1/3 au cours de la période reproductive. Ces chiffres sont en augmentation en Afrique Subsaharienne dans les pays où le VIH/Sida continue de sévir.

En Asie du Sud et en Afrique Subsaharienne, malgré les progrès réalisés, le taux de scolarisation des filles dans l'éducation primaire et secondaire est largement inférieur à celui des garçons.

Un accès inégal aux opportunités économiques : les femmes ont plus de probabilité que les hommes d'effectuer un travail non rémunéré au sein de l'activité familiale ou de travailler dans le secteur informel. Les femmes agricultrices disposent en général de terrains agricoles plus petits et de cultures moins rentables que celles des hommes. Quant aux femmes entrepreneurs, elles interviennent dans des secteurs moins lucratifs au sein d'entreprises plus petites.

Dans la plupart des pays, le pouvoir de négociation des femmes pauvres au sein de leurs ménages est très limité notamment dans l'accès aux ressources et à leur utilisation. De manière générale, les

[10] La surmortalité masculine est mesurée comme le ratio homme/femme de la probabilité de mourir à un âge donnée, dans ce cas les estimations sont réalisées pour les personnes en-dessous de 60 ans. Ces statistiques ont été estimées au niveau mondial pour les années 1990,2000 et 2008. La méthodologie utilisée est détaillée dans le rapport de la Banque Mondiale (2012) « Gender Equality and Development), p. 120.

femmes sont toujours sous-représentées dans la vie politique et dans les échelons supérieurs de la société.

2. L'autonomisation économique des femmes un des vecteurs de la croissance économique

2.1. L'impact de l'égalité des genres sur la croissance économique

De nombreuses études ont mis en évidence l'impact positif de la promotion de l'égalité des genres sur le développement économique. Les travaux récents réalisés par Booz & Company autour d'un nouvel indicateur, le *Third Billion Index*, ont démontré une corrélation importante entre l'autonomisation économique des femmes et la croissance économique.

Le *Third Billion Index* est un indicateur composite qui présente le potentiel de participation économique des femmes. Son objectif est de classer les pays selon le niveau d'autonomisation économique des femmes effectivement mis en place au sein du marché. Il est composé d'une batterie d'indicateurs issue des données collectées par *The World Economic Forum* et *The Economist Intelligence Unit* sur un échantillon de 128 pays.

Pour traduire le statut économique des femmes au niveau quantitatif, il s'appuie sur des indicateurs classés en deux volets :

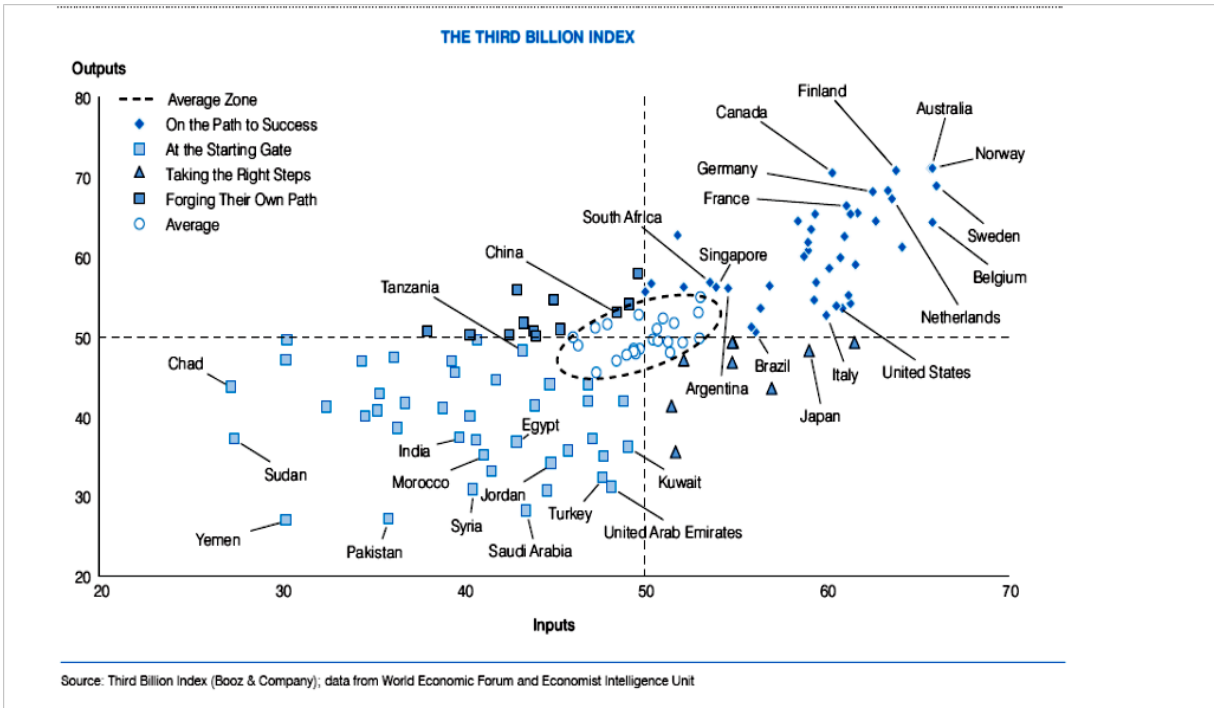
- les « inputs » présentent les mesures (lois et politiques) mises en place par les gouvernements (dans certains cas, les entreprises et les ONG) pour promouvoir le statut économique des femmes en matière d'éducation, d'emploi, d'accès aux crédits, etc. Ces inputs sont regroupés en trois aspects distincts : le niveau de préparation (éducation et formation au sens large) des femmes pour rejoindre le marché du travail, l'accès accordé en matière de politique d'emploi et de soutien à la création d'entreprises.

- Les « outputs » comprennent toutes les dimensions visibles de la participation des femmes dans l'économie nationale. A long terme, ils reflètent l'environnement économique, social et politique qui est déterminé par les inputs. Les indicateurs pris en considération sont notamment le ratio salaire entre hommes et femmes, le nombre de femmes parmi les techniciens, les dirigeants d'entreprises seniors, les cadres, …Ils sont regroupés également en trois principaux aspects : l'intégration sur le marché du travail, un niveau égal de salaire pour un travail égal et les progrès accomplis au niveau de l'économie nationale (par exemple le ratio femmes/hommes parmi les managers, employés, dirigeants d'entreprises).

Le *Third Billion Index* met en évidence une corrélation claire entre les inputs et les outputs. L'indicateur démontre que les pays dont les gouvernements oeuvrent à renforcer l'autonomisation économique des femmes ont des performances économiques supérieures.[11]

[11] En ne prenant pas en considération tous les facteurs externes (l'accès aux soins de santé, la participation politique, le statut légal).

Ces résultats sont représentés dans le graphique ci-dessous. Les pays sont classés en 5 groupes distincts : *en voie pour réussir* ; *à la case départ*; *adoptent des mesures appropriées* ; *tracent leur propre voie* ; *sont dans la moyenne*. On observe que les pays les mieux classés, dans la catégorie « en voie pour réussir », présentent un niveau élevé d'inputs associés à des outputs et des résultats économiques supérieurs. Ce sont les économies occidentales tels que l'Australie, le Canada, la Finlande. A l'opposé, les pays qui ont un niveau faible d'inputs sont caractérisés par des performances économiques moindres. Ces pays figurent dans la catégorie « à la case départ » et concernent notamment le Laos, le Nigéria et l'Indonésie. La grande majorité des pays de l'échantillon sont positionnés dans cette situation. Les pertes en termes d'opportunités économiques sont donc considérables.



Source: Third Billion Index (Booz & Company); data from World Economic Forum and Economist Intelligence Unit

D'après leurs estimations, approximativement 1 million de femmes sont susceptibles de rentrer sur le marché du travail au cours de la prochaine décennie. En augmentant le niveau d'emploi des femmes, le PIB augmenterait de 5% aux Etats-Unis, 9% au Japon, 12% dans les Emirats Arabes Unies et 34% en Egypte.

Les principales conclusions du *Third Billion Index* montrent que les avancées accomplies en matière d'autonomisation économique des femmes contribuent non seulement à mobiliser la participation des femmes sur le marché du travail mais entrainent également des retombés positives en termes de croissance économique et de développement (amélioration du niveau de santé, du niveau d'éducation, du développement à la petite enfance, de la sécurité, des libertés,...).

2.2. L'impact de l'égalité des genres sur le développement

Dans la même lignée, le Rapport de la Banque Mondiale (2012) met en évidence comment l'égalité des genres contribue au développement en agissant sur trois canaux principaux :

- La hausse des gains de productivité

Les femmes représentent aujourd'hui 40% de la main d'œuvre mondiale, 43% de la main d'œuvre agricole et plus de la moitié des étudiants universitaires dans le monde. La mauvaise allocation des compétences des femmes engendrent des pertes économiques considérables.

Les études de la FAO ont démontré qu'en égalisant l'accès des femmes aux ressources productives, la production agricole augmenterait de 2,5 à 4%. A titre d'exemple, si les femmes agricultrices avaient le même accès aux fertilisants que les hommes, la production de maïs augmenterait de 11 à 16% au Malawi et de 17% au Ghana[12]. Une amélioration du droit de propriété des femmes au Burkina Faso augmenterait la production agricole du ménage de 6%, simplement en réallouant les engrais et le travail de façon égalitaire[13]. L'élimination des barrières à l'entrée des femmes dans certains secteurs ou professions entrainerait une hausse de 13 à 25% du produit par tête[14].

De plus, les travaux récents de Do, Levchenko et Raddatz (2011) montrent que dans un contexte de mondialisation des échanges commerciaux, les disparités de genre engendrent des pertes économiques d'autant plus importantes. Elles diminuent la compétitivité d'un pays face à la concurrence internationale. En particulier, lorsque ce dernier est spécialisé dans les exportations de biens et de services pour lesquels la production peut être assurée aussi bien par des femmes que par des hommes. Les auteurs ont observé que les industries qui s'appuient majoritairement sur la main d'œuvre féminine se développent d'autant plus dans les pays où les disparités hommes/femmes sont faibles.

Par ailleurs, encourager l'insertion des femmes sur le marché du travail permet également de répondre au vieillissement rapide de la population notamment en Europe et en Asie Centrale.[15] Ainsi, en Europe la baisse anticipée de la main d'œuvre de travail de 24 millions de personnes d'ici 2040 pourrait être réduite à 3 millions si l'on renforce la main d'œuvre féminine.

- L'amélioration des conditions de vie des générations futures

La dotation, le pouvoir d'agence et les opportunités économiques des femmes déterminent et façonnent les conditions de vie des générations futures. Plus les ressources allouées aux femmes au sein du ménage sont importantes, plus l'investissement en capital humain des enfants est important, ce qui se traduit par des effets dynamiques positifs sur la croissance économique.

Des travaux menés dans de nombreux pays (Bangladesh, Brésil, Côte d'Ivoire, Mexique, Afrique du Sud et le Royaume Uni) montrent qu'une hausse de la part du budget du ménage contrôlé par les femmes (par le biais de leur propre revenu ou de transferts d'argent) bénéficie directement aux

[12] Gilbert, Sakala, and Benson 2002; Vargas Hill and Vigneri 2009.
[13] Udry 1996.
[14] FAO, IFAD et ILO, 2010.
[15] McKinsey & Company Inc. 2007.

enfants.[16] Au Ghana, la part des actifs et des terres détenus par les femmes est corrélée positivement à un niveau plus élevé de dépenses en alimentation[17]. Au Brésil, la part croissante du revenu des femmes (non issu du salaire) est associée à un impact positif de la taille de leurs filles[18]. En Chine, une hausse de 10 points de pourcentage du revenu moyen du ménage détenu par les femmes entraine une hausse d'un point de pourcentage du taux d'espérance de vie des filles[19]. Au Pakistan, les enfants dont les mères ont reçu une année supplémentaire d'éducation passent en moyenne une heure de plus à faire leurs devoirs et obtiennent de meilleurs résultats scolaires[20]. L'amélioration du niveau de santé et d'éducation des femmes bénéficie donc directement aux générations futures.

- ❖ Améliorer la représentativité des femmes au sein des décisions économiques, sociales et politiques.

Promouvoir le pouvoir d'agence individuel et collectif des femmes contribue à améliorer la qualité des institutions et à améliorer la prise de décision au niveau politique. Le pouvoir d'agence des femmes influence non seulement leur capacité à construire leur capital humain et à se saisir des opportunités économiques mais également à transformer la société dans sa globalité.

Aux Etats Unis le suffrage des femmes a permis de porter l'attention des dirigeants politiques sur les problèmes de santé des femmes et des nourrissons, réduisant le taux de mortalité infantile de 8 à 15%[21]entre 1869 et 1920[22]. En Inde, la mise en place de quota en faveur des femmes au sein de la sphère politique s'est accompagnée d'une augmentation de la fourniture de biens publics (infrastructures sanitaires, eau potable), une réduction de la corruption et une hausse du nombre de crimes déclarés et sanctionnés à l'encontre des femmes[23].

Par ailleurs, dans de nombreux pays développés la hausse de la représentativité politique des femmes associée à leur participation croissante dans l'économie a permis d'instaurer des politiques et des mesures législatives favorisant l'équilibre entre travail et famille dans l'aménagement du temps de travail.

Au cours des deux dernières décennies l'Amérique Latine est la région qui a connu les progrès les plus importants en matière de participation économique des femmes. Parmi 10 pays de cette région, la Banque Mondiale estime que 2/3 de cette augmentation est liée à la hausse du niveau d'éducation et aux changements opérés dans la formation des familles (mariages plus tardifs et une baisse du taux de fertilité).

---

[16] Haddad, Hoddinott, and Alderman 1997; Katz and Chamorro 2003; Dufl o 2003; Thomas 1990; Hoddinott and Haddad 1995; Lundberg, Pollak, and Wales 1997; Quisumbing and Maluccio 2000; Attanasio and Lechene 2002; Rubalcava,Teruel, and Thomas 2009; Doss 2006; Schady and Rosero 2008.
[17] Doss 2006.
[18] Thomas 1990.
[19] Qian 2008.
[20] Andrabi, Das, and Khwaja 2011; Dumas and Lambert 2011.
[21] Miller 2008.
Cf : http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3046394/
[23] Beaman and others, forthcoming; Chattopadhyay and Duflo 2004; Iyer and others 2010.

Aujourd'hui encore, d'après les estimations de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), près de la moitié du potentiel productif de la main d'œuvre féminine n'est pas employée au niveau global comparé à seulement 22% pour celui des hommes.

Conclusion

L'égalité des genres et le développement sont une relation à double sens.[24] La réduction croissante des disparités hommes/femmes au cours de ces 25 dernières années a été le produit du fonctionnement des marchés, de l'évolution des institutions et de leurs interactions avec la croissance économique à travers les décisions des ménages.

De manière générale, les progrès réalisés ont été d'autant plus importants dans les pays où les forces institutionnelles et les forces de marché, soutenues par la croissance économique, se sont alignées pour inciter les ménages et la société à investir de manière égalitaire dans les hommes et les femmes. Au contraire, les avancées ont été moindres dans les pays où malgré une croissance économique élevée les contraintes institutionnelles et celles au niveau du marché ont renforcé les inégalités en termes de dotation, de pouvoir d'agence et d'accès aux opportunités économiques.

Promouvoir l'accès des femmes aux ressources et renforcer leurs décisions d'allocation contribuent à générer un cercle vertueux dans lequel leur pouvoir d'agence détermine l'accumulation des richesses qui jouent à leur tour sur le bien-être individuel et collectif à moyen/long terme. C'est pourquoi, l'autonomisation des femmes implique une transformation des dynamiques de pouvoir inégalitaires entre hommes et femmes et l'accès à des outils et à des possibilités de réussite économique.

Lucia Lizarzaburu

Bibliographie

- Aguirre, D., L. Hoteit, et al. 2012. Empowering the Third Billion: Women and the World of Work in 2012. New York: Booz & Co.

Cf : http://www.strategyand.pwc.com/

- FAO (Food and Agriculture Organization), IFAD (International Fund for Agricultural Development), and ILO (International Labour Offi ce). 2010. "Gender Dimensions of Agricultural and Rural Employment: Differentiated Pathways out of Poverty. Status, Trends and Gaps." FAO, IFAD, and ILO, Rome.

[24]La relation entre développement et égalité des genres fait l'objet de nombreux études quand au sens de causalité d'un facteur sur l'autre.

- FAO (Food and Agriculture Organization). 2011. The State of Food and Agriculture 2010–11. Women in Agriculture: Closing the Gender Gap for Development. Rome: FAO.

- IFAD (International Fund for Agricultural Development). 2012. *Gender Equality and Women's Empowerment*. Rome: IFAD.

- SACO/CESO, 2014. *L'autonomisation économique des femmes : Perspectives SACO.* Canada : SACO.

- World Bank, 2011. *World Development Indicators 2011.* Washington, DC: World Bank.

- World Bank, 2012. *World Development Indicators 2012.* Washington, DC: World Bank.

- World Bank, 2012. *World Development Report 2012: Gender Equality and Development.* Washington, DC: World Bank.

- World Bank, 2013a. *World Development Report 2013: Jobs.* Washington, DC: World Bank.

- World Bank, 2013b.*Gender at Work: a companion to the World Development Report on Jobs.* Washington, DC: World Bank.

Bibliographie des études mentionnées dans l'article

Andrabi, Tahir, Jishnu Das, and Asim Ijaz Khwaja. 2008. "A Dime a Day: The Possibilities and Limits of Private Schooling in Pakistan." *Comparative Education Review* 52 (3): 329–55.

Attanasio, Orazio, and Valérie Lechene. 2002. "Tests of Income Pooling in Household Decisions." *Review of Economic Dynamics* 5 (4): 720–48.

Beaman, Lori, Esther Dufl o, Rohini Pande, and Petia Topalova. Forthcoming. "Political Reservation and Substantive Representation: Evidence from Indian Village Councils." In *India Policy Forum, 2010,* ed. Suman Bery, Barry Bosworth, and Arvind Panagariya. Brookings Institution Press and The National Council of Applied Economics Research, Washington, DC, and New Delhi.

Chattopadhyay, Raghabendra, and Esther Duflo. 2004. "Women as Policy Makers: Evidence from a Randomized Policy Experiment in India." *Econometrica* 72 (5): 1409–43.

Doss, Cheryl R. 2006. "The Effects of Intrahousehold Property Ownership on Expenditure Patterns in Ghana." *Journal of African Economies* 15 (1): 149–80.

Duflo, Esther. 2003. "Grandmothers and Granddaughters: Old-Age Pensions and Intrahousehold Allocation in South Africa." *World Bank Economic Review* 17 (1): 1–25.

Dumas, Christelle, and Sylvie Lambert. 2011. "Educational Achievement and Socio-Economic Backportunities ground: Causality and Mechanisms in Senegal." *Journal of African Economies* 20 (1): 1–26.

Haddad, Lawrence, John Hoddinott, and Harold Alderman. 1997. *Intrahousehold Resource Allocation in Developing Countries: Models, Methods, and Policy*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University.

Hoddinott, John, and Lawrence Haddad. 1995. “Does Female Income Share Infl uence Household Expenditures? Evidence from Côte D’Ivoire.” *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 57 (1): 77–96.

Iyer, Lakshmi, Anandi Mani, Prachi Mishra, and Petia Topalova. 2010. “Political Representation and Crime: Evidence from India’s Panchayati Raj.” International Monetary Fund, Washington, DC. Processed.

Katz, Elizabeth G., and Juan Sebastian Chamorro. 2003. “Gender, Land Rights, and the Household Economy in Rural Nicaragua and Honduras.” Paper presented at the Annual Conference of the Latin American and Caribbean Economics Association, Puebla, Mexico, October 9.

Lundberg, Shelly J., Robert A. Pollak, and Terence J.Wales. 1997. “Do Husbands and Wives Pool Their Resources? Evidence from the United Kingdom Child Benefi t.” *Journal of Human Resources* 32 (3): 463–80.

McKinsey & Company Inc. 2007. “Women Matter. Gender Diversity, A Corporate Performance Driver.” McKinsey & Company Inc., London.

Miller, Grant. 2008. “Women’s Suffrage, Political Responsiveness, and Child Survival in American History.” *Quarterly Journal of Economics* 123 (3): 1287–327.

Cf lien internet article: http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3046394/

Qian, Nancy. 2008. “Missing Women and The Price of Tea in China: The Effect of Sex-Specific Earnings on Sex Imbalance.” *Quarterly Journal of Economics* 123 (3): 1251–85.

Quisumbing, Agnes R., and John A. Maluccio. 2000. “Intrahousehold Allocation and Gender Relations: New Empirical Evidence from Four Developing Countries.” Discussion Paper 84, Food Consumption and Nutrition Division, International Food Policy Researcy Institute, Washington, DC.

Rubalcava, Luis, Graciela Teruel, and Duncan Thomas. 2009. “Investments, Time Preferences, and Public Transfers Paid to Women.” *Economic Development and Cultural Change* 57 (3): 507–38.

Schady, Norbert, and José Rosero. 2008. “Are Cash Transfers Made to Women Spent Like Other Sources of Income?” *Economics Letters* 101 (3): 246–48.

Thomas, Duncan. 1990. “Intra-Household Resource Allocation: An Inferential Approach.” *Journal of Human Resources* 25 (4): 635–64.

Udry, Christopher. 1996. “Gender, Agricultural Production, and the Theory of the Household.” *Journal of Political Economy* 104 (5): 1010–46.